

Déclaration liminaire CAPL du 17/07/2015 Mouvement local B

Madame la Présidente,

Bien conscient-es des difficultés à confectionner un mouvement qui prenne en compte tous les paramètres, le changement de date de la CAPL aurait néanmoins pu être anticipé dès vendredi dernier.

Certes, la direction locale est tributaire du calendrier de la Direction Nationale.

Cependant, force est de constater que les élu-es du personnel sont mis-es en difficulté d'autant plus que nous n'avions pas, à disposition, tous les documents utiles pour la préparation (tagerfip à jour, liste des emplois vacants par exemple). De plus, le « premier » projet des titulaires, reçu très tardivement vendredi dernier veille d'un week-end de 4 jours, comportait quelques lacunes (agent-es titulaires non affecté-es, pas de déclinaison des postes de direction,...).

D'année en année, la situation de l'emploi se dégrade à la DGFIP, nous sommes de moins en moins nombreux et pourtant il faut bien faire nos travaux. Les suppressions d'effectifs, la priorisation des missions, génèrent de plus en plus de dysfonctionnements, désorganisent les services, ne permettent plus aux agent-es de remplir leur travail correctement, amènent à des choix de priorités qui ne répondent plus de manière qualitative aux usagers.

Quant à la souffrance des agent-es, elle est bien réelle et préoccupante.

Devra-t-on attendre un suicide comme dans le Val de Marne récemment ?

Vous n'êtes pas sans savoir, Madame la Présidente, que plusieurs collègues sont déjà sur le fil du rasoir et le risque de croissance d'un tel phénomène est exponentiel.

Le projet de Loi de Finances 2016 annonce à **nouveau 2 548 suppressions d'emplois** dans notre ministère.

Depuis 15 ans le rythme ne faiblit pas, et c'est plus de 30.000 collègues qui manqueront dans les services l'année prochaine, (à besoin constant), alors que nous faisons l'expérience tous les jours de l'attente croissante de la société vis-à-vis de nos services.

Jusqu'à quand allons nous subir cette politique de **casse du service public** ? Vous le savez la CGT s'oppose fortement aux politiques d'austérité menées actuellement dont les principaux effets sont de détruire les services publics et la solidarité nationale sans aucun effet positif sur l'économie et sur l'emploi.

Le Gouvernement compte encore sur l'informatique pour nous remplacer. Dans le projet de loi de finances, il est ainsi écrit : *"La réduction substantielle des dépenses de fonctionnement, et la diminution des effectifs, accompagneront la poursuite des efforts de dématérialisation et la rationalisation des implantations territoriales"*.

Nous savons tous à quel point la dématérialisation allège notre charge de travail ! (sans parler de l'inégale maîtrise des outils numériques par nos concitoyens).

Concernant la *"rationalisation des implantations territoriales"*, pour ceux qui aurait encore des doutes, la présentation du PLF 2016 est explicite : *"Au niveau déconcentré, la politique immobilière de l'État revêt une importance stratégique au moment où la carte territoriale et le maillage des services publics sont repensés."*

Mais supprimer des milliers d'emplois (pour lutter contre le chômage des jeunes sans doute !) ne suffit pas, il faut aussi geler nos carrières après avoir gelé nos rémunérations : Loi de finances toujours : *"Par ailleurs, la réduction des enveloppes catégorielles des ministères se poursuivra en 2016, ce qui permettra de limiter la progression de la masse salariale."*

Toujours moins nombreux et toujours moins payé-es, voilà ce que Bercy propose à ses agents et agentes. Jusqu'à quand !?

En parallèle, de nouveaux mode de recrutements viennent fragiliser le statut du fonctionnaire. Après l'embauche en cours d'apprenti-es à la DGFIP, voilà que nous apprenons que **suite à la décision du conseil des ministres du 3 juin 2015 et l'engagement du Président de la République, le service civique va se déployer très rapidement dans l'administration d'État.**

La question vous est donc posée : la DRFIP 44 va-t-elle recruter elle aussi des jeunes en service civique dès la rentrée ? Cela ne manquerait pas de participer au dynamitage de notre statut **sans pallier en aucune manière les suppressions d'emplois.**

Pour la CGT, un haut niveau d'emploi est la condition préalable et indispensable pour que nous rendions un service public irréprochable. Par ailleurs, **c'est aussi la condition pour que les demandes de mobilité des agents et des agent-es puissent être acceptées.**

La gestion de la pénurie est en train d'atteindre ses limites.

Dans ces conditions il devient très compliqué de concilier intérêt général, service public, respect des agent-es, des usager-es et du travail bien fait, sans parler du sens donné à notre vie professionnelle.

Les élu-es CGT refusent catégoriquement cet état de fait.

En conclusion, tous ces éléments ne sont pas de nature à nous rassurer pour la gestion prochaine du mouvement spécial restructurations, et plus généralement, sur l'avenir de notre administration.